

Les violences entre hindous et musulmans au Gujarat (Inde) en 2002 : émeutes d'État, pogromes et réaction antijihadiste

In: Tiers-Monde. 2003, tome 44 n°174. Entendre les violences (sous la direction de Jean-Cartier Bresson et Pierre Salama) pp. 345-368.

Abstract

Christophe Jaffrelot — Violence between Hindus and Moslems in Gujarati (Inda) in 2002 : State riots, pogroms and anti-jihad reactions

Riots between Hindus and Moslems increasingly hinge on political determinants. The violence of 2002 in Gujarati is however unique, due to the level of implication of political actors and to the government of that particular State. Such a political instrumentation has been facilitated by Islamic attacks organised in India since december 2001, thus fuelling a desire for reprisals within the Hindu majority. The propaganda of the nationalist Hindu movement has also created conditions that unleash violence even among the aborigine populations, due to the thickening of militant networks of the movement in the current years.

Citer ce document / Cite this document :

Jaffrelot. Les violences entre hindous et musulmans au Gujarat (Inde) en 2002 : émeutes d'État, pogromes et réaction antijihadiste. In: Tiers-Monde. 2003, tome 44 n°174. Entendre les violences (sous la direction de Jean-Cartier Bresson et Pierre Salama) pp. 345-368.

doi : 10.3406/tiers.2003.5389

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2003_num_44_174_5389

LES VIOLENCES ENTRE HINDOUS ET MUSULMANS AU GUJARAT (INDE) EN 2002 : ÉMEUTES D'ÉTAT, POGROMES ET RÉACTION ANTIJIHADISTE

par Christophe JAFFRELOT*

Les émeutes entre hindous et musulmans répondent de plus en plus, en Inde, à des déterminants politiques. Les violences du Gujarat en 2002 se singularisent toutefois par l'implication sans précédent du gouvernement de cet État. L'instrumentalisation politique qu'il a opérée a été facilitée par le contexte créé par les attentats islamistes perpétrés en Inde depuis décembre 2001. Ceux-ci ont alimenté une volonté de représailles au sein de la majorité hindoue. La propagande du mouvement nationaliste hindou a aussi créé les conditions de ce déchaînement de violence, y compris parmi les populations aborigènes, en raison de la densification du réseau militant de ce mouvement.

Les violences entre hindous et musulmans sont une donnée structurale de la société indienne. On en trouve la trace très tôt dans l'histoire du pays¹, ce qui peut conduire l'analyste à expliquer ce phénomène par l'incompatibilité des cultures hindoue et musulmane². Pourtant, les historiens qui se sont intéressés à la question ont systématiquement souligné la dimension économique des rivalités entre hindous et musulmans, qu'il s'agisse de la compétition pour la terre ou de

* Directeur de recherche au CNRS et directeur du CERI (Sciences Po).

1. Voir les récits d'Ibn Battuta dès le XIV^e siècle (Ibn Battuta, *Voyages d'Ibn Battuta*, Paris, Anthropos, 1969, p. 80).

2. L. Dumont n'est pas loin d'une lecture culturaliste de ce type lorsqu'il évoque l'« hétérogénéité sociale définitive des deux communautés » (voir *Homo Hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1966, p. 382).

conflits entre commerçants¹. Parmi les sociologues et les politistes, cette approche a été privilégiée par de nombreux auteurs plus ou moins imprégnés de catégories marxistes².

L'interprétation des violences entre hindous et musulmans, que j'ai proposée au moment de la dernière vague d'émeutes de 1989-1992, est bien différente³. Elle valorise le rôle du politique sous deux aspects complémentaires, l'idéologie (ethnoreligieuse en l'occurrence) et l'instrumentalisation d'enjeux communautaires par les partis politiques. L'étude des émeutes entre hindous et musulmans dans l'Inde d'après 1947 suggère en effet qu'elles procèdent largement d'une vision déformée – idéologique – de l'Autre ; les hindous, bien que majoritaires, perçoivent bien souvent les musulmans comme une cinquième colonne qui les menace de l'intérieur de la société indienne. Et les partis nationalistes hindous, qui ont codifié cette grille de lecture idéologique, l'instrumentalisent à des fins électorales au cours de campagnes propices aux débordements de violences. Ces formations ont en effet appris à mobiliser les hindous contre les musulmans autour d'enjeux sacrés – ou présentés comme tels – depuis l'émergence d'arènes électorales à l'époque coloniale. Leur but, quand le contexte s'y prête, est de provoquer des émeutes pour mieux polariser l'électorat selon une ligne de clivage religieuse.

Ce modèle explicatif des émeutes entre hindous et musulmans s'est à nouveau vérifié à l'occasion des violences du Gujarat en 2002. Mais celles-ci nous obligent à réévaluer encore le rôle du parti nationaliste hindou. Celui-ci aura pesé plus lourdement encore sur le cours des événements au Gujarat parce qu'il détenait le pouvoir politique dans l'État. Tenir compte de cette variable est indispensable pour comprendre le déclenchement et l'ampleur exceptionnelle des violences. Car celles-ci répondent moins, cette fois, à la logique des émeutes intercommunautaires traditionnelles qu'à celle d'un pogrome organisé avec l'aval de l'État, et même sa bienfaisance active, dans la perspective des échéances électorales mais aussi d'une véritable purification ethnique. Au-delà, l'ampleur du phénomène a aussi démontré que les violences ont trouvé des relais dans la société, y compris dans les milieux jusqu'alors les moins portés au nationalisme ethnique comme

1. Voir en particulier C. Bayly, The pre-history of « Communalism » ? Religious conflict in India, 1700-1800, *Modern Asian Studies*, 19 (2), 1995, p. 190-91.

2. Voir, par exemple, I. Ahmed, Political economy of communalism in contemporary India, *Economic and Political Weekly*, 2 juin 1984, p. 903-906, et A. A. Engineer, The Causes of communal riots in the postpartition period in India, in A. A. Engineer (ed.), *Communal Riots in Postindependence India*, Bombay, Sangam Books, 1984, p. 33-41.

3. Les émeutes entre hindous et musulmans. Essai de hiérarchisation des facteurs culturels, économiques et politiques, *Cultures et Conflits*, n° 5, printemps 1992, p. 25-53.

les aborigènes. Mais c'est là l'effet d'une autre stratégie politique qui nous renvoie au versant idéologique de notre modèle : la diffusion toujours plus profonde de l'« Hindutva » en réaction à la peur du Jihad.

DE L'ÉMEUTE AU POGROME : UNE VIOLENCE D'ÉTAT

Le Gujarat est réputé pour ses violences intercommunautaires depuis longtemps¹. L'émeute de 1969 à Ahmedabad, avec 630 morts environ, a longtemps été la plus meurtrière de l'Inde d'après la Partition, jusqu'à celle de Bhagalpur (Bihar), vingt ans plus tard, qui s'inscrivait dans la vague des violences entre hindous et musulmans du mouvement dit Ramjanmabhoomi (pour la construction d'un temple hindou dédié au dieu Ram sur l'emplacement de la Babri Masjid à Ayodhya, dans l'État de l'Uttar Pradesh). Mais le Gujarat s'illustra également dans le cadre de ce même mouvement : tout au long des années 1980-1990, qui furent en partie dominées par l'affaire d'Ayodhya, ce fut l'État qui enregistra le plus de victimes d'émeutes par habitant. En 1990 on comptabilisa 220 victimes dans l'État. En 1992, la démolition de la Babri Masjid provoqua des violences finalement responsables de la mort de 325 personnes, des musulmans pour la plupart. Cette amplification du phénomène au cours des années 1990 reflétait déjà l'activisme des militants nationalistes hindous.

Les violences de 2002 se sont inscrites dans le prolongement de celles des années 1990, d'autant plus que l'enjeu d'Ayodhya en fut le facteur déclenchant de façon indirecte. Elles ont commencé le 27 février à Godhra, un chef-lieu de district situé dans l'est du Gujarat par la mort de 57 hindous, dont 25 femmes et 14 enfants qui périrent brûlés vifs dans un train, le Sabarmati Express. Ce train ramenait de Faizabad (le district où se trouve Ayodhya) des militants nationalistes hindous qui s'étaient rendus à Ayodhya pour construire le fameux temple dédié à Ram sur les ruines de la Babri Masjid. L'agitation pour la construction de ce temple avait été relancée par la Vishva Hindu Parishad (VHP, Assemblée hindoue universelle), un des piliers du mouvement nationaliste hindou surtout composé de religieux, dans le cadre de la campagne électorale de l'Uttar Pradesh où le Bharatiya Janata Party (BJP), le parti politique de ce mouvement, s'efforçait de garder le pouvoir par tous les moyens. Les efforts de modération du pouvoir central

1. De 1970 à 2002, le Gujarat a connu 443 émeutes entre hindous et musulmans.

et la vigilance des juges avaient cependant empêché une fois de plus cette construction, ce qui avait exacerbé la frustration des militants nationalistes hindous venus à Ayodhya pour commencer enfin cette entreprise reportée depuis dix ans.

Ceux qui étaient originaires du Gujarat et qui revenaient chez eux par le Sabarmati Express s'étaient regroupés dans quelques wagons. Ils entonnèrent des chants et des slogans nationalistes hindous tout le long du trajet tout en harcelant les passagers musulmans. Une famille fut ainsi obligée de quitter le train parce qu'elle refusait de prononcer le cri de guerre des *kar sevaks* – les bâtisseurs en puissance du temple de Ram : « Jai Shri Ram ! » (Vive le Dieu Ram !). L'arrêt de Godhra fut l'occasion de nouvelles exactions : un marchand musulman fut sommé de crier lui aussi : « Jai Shri Ram ! », refusa et fut malmené avant que les militants ne s'en prennent à une femme musulmane qui était accompagnée de ses deux filles. Il semble que l'une d'entre elle fut forcée de monter dans le train avant qu'il ne reparte.

Le train avait à peine redémarré que l'arrêt d'urgence fut demandé par des passagers qui actionnèrent la chaîne prévue à cet effet. Le train s'immobilisa au milieu d'un quartier musulman habité par des Ghanchis, une communauté musulmane dont sont issus nombre de vendeurs à la sauvette de Godhra. Entre cinq cents et deux mille d'entre eux, selon les estimations, encerclèrent les wagons occupés par les militants nationalistes hindous et l'attaquèrent au moyen de pierres et de bombes inflammables. Le wagon 56 prit feu et l'incendie fit 57 victimes.

L'émeute, antihindoue, est donc, à l'origine, le fait de provocations dont les auteurs appartiennent à une mouvance idéologique radicale. La suite des événements montre que les violences ont atteint des proportions sans précédent en raison de la stratégie politique de ces mêmes nationalistes hindous.

L'implication de l'État

Le chef du gouvernement BJP du Gujarat, Narendra Modi, est un ancien cadre du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), la matrice du mouvement nationaliste hindou, d'où sont issus les leaders de la VHP et du BJP. Modi est connu pour son hostilité radicale aux musulmans. Dès le 27 février, il créa les conditions de véritables opérations de représailles. Alors que les autorités locales de Godhra avaient bien expliqué, pendant toute la journée du 27, que l'accident n'était pas prémédité, Modi imposa sa version officielle des événements le soir

même, à savoir qu'il s'agissait d'un « acte de violence terroriste prémédité de longue date [pre-planned] »¹. Au-delà, Modi réunit les responsables de la police pour leur intimer de ne pas réprimer les hindous qui allaient inévitablement réagir à l'attaque de Godhra : le *Hindu backlash* n'était pas seulement prévisible, il était légitime². Le soir même, sur ordre du gouvernement, les corps furent transportés à Ahmedabad, la plus grande ville du Gujarat, pour le *postmortem* et une cérémonie publique. L'arrivée des corps à la gare d'A Ahmedabad fut diffusée à la télévision, ce qui suscita une émotion considérable parmi les hindous, d'autant que les corps furent exposés couverts d'un drap. Le lendemain, la VHP organisa une opération « ville morte » à laquelle s'associa le BJP. Cette mobilisation créa les conditions d'une offensive nationaliste hindoue à Ahmedabad.

Mais au-delà de Godhra et d'A Ahmedabad (deux villes au passé communaliste chargé)³, de nombreuses autres cités du Gujarat connurent des violences dont elles n'étaient pas forcément familières. Située à 30 km d'A Ahmedabad, Gandhinagar, la capitale du Gujarat, fut, pour la première fois de son histoire, le théâtre d'une émeute entre hindous et musulmans le 28 février au soir. Vingt-six villes au total devaient être soumises au couvre-feu en quelques jours. Si Ahmedabad et Godhra avaient été le théâtre des violences les plus meurtrières avec, respectivement, 350 et 100 victimes début mars, suivant un décompte officiel probablement très en dessous de la réalité, ces deux villes étaient suivies par Mehsana (50 morts) et Sabarkantha (40 morts).

Le Gujarat s'est embrasé en quelques jours seulement. Si tout a commencé le 28 février, à Ahmedabad, lorsqu'une foule armée de plusieurs milliers de personnes a attaqué des habitations et des magasins musulmans, faisant 200 morts, trois autres districts ont peu après été le théâtre de violences analogues : Vadodara, Gandhinagar et Sabarkantha. Le lendemain, 1^{er} mars, à ces points chauds s'ajoutèrent des districts essentiellement ruraux : Panchmahals, Mehsana, Kheda, Junagadh, Banaskantha, Patan, Anand et Narmada. Le 2 mars, Bharuch et Rajkot, qui n'avaient encore jamais été touchés par des violences intercommunautaires, furent atteints à leur tour. Le 4, ce fut Surat, une ville qui avait connu de nombreuses émeutes entre hindous et musulmans dans les années 1990.

1. Cité dans *Communalism Combat*, mars-avril 2002, vol. 8, n° 77-78, p. 12.

2. Voir le rapport du Concerned Citizens' Tribunal présidé par Krishna Iyer.

3. Avec 1 119 victimes d'émeutes entre hindous et musulmans entre 1950 et 1995, Ahmedabad venait, jusqu'alors en numéro deux, derrière Bombay (1 137 morts) dans le classement macabre des villes d'émeutes les plus meurtrières. Elle est sans doute passée en tête en 2002 (cf. A. Varshney, *Ethnic Conflict and Civic Life. Hindus and Muslims in India*, New Heaven/London, Yale University Press, 2002, p. 7).

Des violences préméditées et coordonnées

Les violences du Gujarat n'ont pu se répandre aussi vite et prendre de telles proportions que parce qu'elles étaient orchestrées par des acteurs bien organisés et que le dispositif des assaillants était prêt avant même les événements de Godhra. Dès le 28 février, vingt-quatre heures après l'attaque du Sabarmati Express, l'opération ville morte de la VHP dégénéra en une débauche de violences bien réglée.

Tout s'est déroulé selon un plan quasiment militaire¹. Les troupes étaient très disciplinées et extraordinairement nombreuses puisque les regroupements d'assaillants atteignirent souvent les 10 000 hommes. Ces escouades arrivaient en général par camions entiers dans les quartiers musulmans. Ils portaient un uniforme sommaire – le short kaki du RSS et un bandeau couleur safran ainsi que des armes blanches (poignards, tridents), mais aussi des bouteilles d'eau pour se désaltérer en cours de route. Le caractère prémédité des assauts est attesté par les listes que tenaient les meneurs : elles indiquaient les maisons des musulmans et les magasins qui, parfois, ne portaient pas des noms musulmans – signe qu'une véritable enquête avait été menée au préalable pour trouver l'identité du propriétaire. Ces listes – des sorties informatiques – avaient en partie été établies sur la base des registres électoraux et des données des services fiscaux, comme un vétéran de la VHP l'expliquera lui-même².

Que l'ensemble du dispositif ait bénéficié d'une organisation rigoureuse se déduit aussi de l'usage assidu du téléphone portable par les assaillants. Ils faisaient visiblement un rapport à un centre de coordination à intervalles réguliers et recevaient leurs instructions de ce même centre. Il n'est pas exclu que ce QG ait tout bonnement été installé au poste de police des villes concernées, ou de l'État lui-même, car bien des ministres de Modi y élirent domicile tout au long de ces violences.

Les assaillants étaient entraînés à tuer et ont programmé leur entreprise criminelle. Cela se vit notamment dans l'utilisation des bonbonnes de gaz qu'ils ont acheminées sur le lieu de leurs exactions. Le scénario standard de ces violences d'un genre nouveau consistait en effet à piller puis à faire sauter les habitations et les magasins musulmans au moyen de ces bombes, artisanales mais très puissantes.

1. Le président de la VHP du Gujarat indiqua d'ailleurs que la liste des magasins musulmans d'Ahmedabad avait été distribuée le 28 février au matin. Il ajouta que les bombes de main les plus actifs dans les violences étaient des intouchables de la communauté des Waghri – ce qui rappelle l'utilisation de véritables mercenaires intouchables lors des émeutes de Merut dans les années 1980 ; la « rémunération » en l'occurrence venait du pillage des magasins musulmans (rediff. com., 12 mars 2002).

2. Le magasin d'un marchand musulman qui ne réglait pas ses taxes a été, de ce fait, épargné.

La prolongation des violences pendant des jours, des semaines et même des mois ne peut s'expliquer sans la bienveillance active du gouvernement. Celle-ci fut testée au préalable par les militants nationalistes hindous auxquels leurs leaders avaient donné des assurances qu'ils souhaitaient vérifier : ils mirent souvent le feu à quelques véhicules à proximité des postes de police pour s'assurer que leurs agissements pouvaient se dérouler en toute impunité. C'était presque toujours le cas étant donné que des responsables du parti au pouvoir, le BJP, avaient fait passer une consigne claire. D'où la réponse faite aux musulmans qui appelaient à l'aide les forces de police : « Nous n'avons pas pour ordre de vous sauver. »¹ L'armée, qui fut sur place dès le 1^{er} mars – 12 colonnes avec 600 hommes stationnaient alors à Ahmedabad et dans d'autres points chauds du Gujarat – ne fut pas envoyée aux endroits où elle pouvait être la plus utile.

La partialité de l'État ressortit ensuite de façon criante du mauvais traitement infligé aux musulmans ayant trouvé asile dans des camps de réfugiés. Au plus fort des violences, il y a eu jusqu'à 125 000 réfugiés dans ces camps. Officiellement, ils étaient encore 87 000 en avril 2002, dont 66 000 dans la seule ville d'A Ahmedabad. En trois mois, le gouvernement indiqua le retour chez eux de 73 500 réfugiés (dont 52 500 pour la seule ville d'A Ahmedabad). En fait, les autorités n'avaient jamais fait le nécessaire pour venir au secours des réfugiés : l'essentiel de l'aide est venue d'ONG musulmanes – et il ferma les camps de façon précipitée pour accréditer l'idée d'un retour à la normale.

*Des violences autant rurales qu'urbaines :
la communalisation des zones tribales*

Les émeutes entre hindous et musulmans sont traditionnellement des phénomènes urbains. Elles l'étaient plus encore au Gujarat où les musulmans sont proportionnellement plus nombreux dans les villes que dans les campagnes (la part des musulmans vivant en zone rurale n'est que de 42 % au Gujarat contre 65 % de moyenne nationale)². Pourtant, les violences de 2002 se sont étendues aux villages et donc, dans bien des cas, à des localités où il n'y avait que quelques résidents musulmans. Les districts de Mehsana et de Gandhinagar, qui ne

1. Cette phrase a donné son titre à un remarquable rapport de Human Rights Watch, India. « *We have no order to save you* ». *State participation and complicity in communal violence in Gujarat*, 14 (3), April 2003.

2. Les émeutes entre hindous et musulmans sont longtemps restées un phénomène essentiellement urbain, au Gujarat comme ailleurs : entre 1950 et 1995, les victimes de ces émeutes, à Ahmedabad et Vadodara, représentaient 80 % des victimes de toutes les émeutes au Gujarat (A. Varshney, *op. cit.*, p. 7).

comptent respectivement que 6,6 % et 2,9 % de musulmans d'après le recensement de 2001, ont, par exemple, été très touchés, y compris dans leurs zones rurales.

Cette singularité s'explique largement du fait que la petite minorité musulmane concernée est essentiellement composée de marchands et d'usuriers. À la différence de leurs coreligionnaires du reste de l'Inde, les musulmans du Gujarat disposent en effet d'une petite élite économique qui a plutôt bien réussi. Ce milieu social provient pour l'essentiel des castes Bohra, Khoja et Memon. Dans bien des villages, ces groupes tiennent une partie du commerce et sont les principaux usuriers (*sahukar*), des hommes auprès desquels les paysans s'endettent, qui pour payer la dot de sa fille, qui pour acheter les semences de l'année. Ces musulmans étaient certainement une cible privilégiée pour les assaillants.

Bien souvent cette cible a été montrée du doigt aux villageois par des militants nationalistes hindous venus de la ville. Ceux-ci ont alors exploité le ressentiment des paysans vis-à-vis de cette petite élite économique ; ils ont aussi fait miroiter l'appât du gain car le pillage des magasins ne manquait pas d'attrait. Cela a conduit Dipankar Gupta à donner une interprétation essentiellement économique de l'extension rurale des émeutes du Gujarat¹. L'enquête menée par Bela Bhatia dans le district de Sabarkantha corrobore en partie cette analyse. L'auteur constate en effet un déplacement des violences des villes vers les villages entre le 28 février – date à laquelle les villes de Khedbrahma et Bhilodas sont touchées – et le 1^{er} mars au soir, lorsque vient le tour des villages². Les vecteurs de cette diffusion sont des militants nationalistes hindous venus de la ville ou de villages voisins. Ces *tolas* (groupes), dont les membres portaient le bandeau safran au front et entonnèrent des slogans antimusulmans, venaient dans les villages en tracteur ou en jeep. Ils se répartissaient en trois catégories, les *todwalla* (ceux qui détruisaient), les *lootwalla* (ceux qui pillaient) et les *baadwalla* (ceux qui brûlaient). Ils ont parcouru de nombreux villages du district. Au total, 2 161 maisons, 1 461 magasins, 71 ateliers et usines et 38 hôtels ont été pillés et détruits en tout ou partie dans le district de Sabarkantha.

Plus de 1 200 villages du Gujarat furent touchés, en particulier dans les districts de Panchmahals, Mehsana, Sabarkantaha, Bharuch, Bhavnagar et Vadodara. 2 500 musulmans en provenance de 22 villages différents furent évacués et acheminés vers des camps

1. D. Gupta, The limits of tolerance : Prospects of secularism in India after Gujarat, *Prem Bathia Memorial Lecture*, 11 août 2002.

2. B. Bhatia, A step back in Sabarkantha, *Seminar*, n° 513 (<http://www.india-seminar.Com/2002/513>).

de réfugiés¹. Parmi les villages concernés, nombre d'entre eux se trouvaient en zone tribale, à la frontière du Madhya Pradesh. La participation d'autochtones (*adivasis*) à des émeutes antimusulmanes aux côtés des militants nationalistes hindous n'avait jamais été à ce point massive.

Ce phénomène a été également expliqué par l'appât du gain et l'instrumentalisation d'autochtones dénués de toute culture politique par des nationalistes hindous venus de la ville. L'enquête de Bela Bathia dans le district de Sabarkhanta – où les tribus représentent 17 % de la population – l'amène ainsi à conclure que les *adivasis* « ont été utilisés par des hindous appartenant aux castes et aux classes supérieures dans leur programme d'action contre les musulmans ». Les témoignages recueillis sur place par Bathia auprès des rescapés musulmans excusaient même les agressions dont les *adivasis* s'étaient rendus coupables en considérant que les voir piller les magasins des Bohras, des Khojas ou des Memons n'avait rien d'étonnant, étant donné la sécheresse dont ils souffraient et le contexte créé par l'émeute. Il est certain que les nationalistes hindous ont cherché à impliquer les autochtones dans les violences antimusulmanes pour mieux les attirer dans leur camp, au sens politique et électoral du terme.

DES VIOLENCES À VOCATION ÉLECTORALE

L'implication des nationalistes hindous et en particulier du gouvernement de Modi dans les violences entre hindous et musulmans s'inscrivait dans une stratégie politique facile à reconstituer. Son parti, le BJP, et le mouvement nationaliste hindou dans son ensemble ont rodé cette stratégie dans les années 1989-1991 lorsque leurs militants se sont attachés à provoquer des émeutes antimusulmanes à l'approche des élections. Ces violences ont généralement eu pour effet de polariser la société suivant une ligne de clivage religieuse, ce qui a amené ensuite la majorité hindoue – surtout là où elle avait eu à en découdre avec les musulmans – à voter davantage pour le BJP. D'où la corrélation existant entre le calendrier électoral et le cycle des émeutes. Steven Wilkinson a ainsi montré que « [...] les émeutes et les victimes ont effectivement tendance à être plus nombreuses dans les mois qui précèdent les élections et à diminuer brutalement dans les mois qui suivent »².

1. Ces chiffres proviennent d'un rapport confidentiel de la National Human Rights Commission, à la suite de son enquête de mars 2002 au Gujarat.

2. Steven I. Wilkinson, Froids calculs et foules déchaînées. Les émeutes intercommunautaires en Inde. *Critique internationale*, n° 6, hiver 2000, p. 132.

Cette analyse avait commencé à perdre de sa pertinence à partir de 1993 lorsque le BJP avait été battu lors des élections régionales du Madhya Pradesh, de l'Himachal Pradesh et de Delhi en raison même d'excès de violence : le fait qu'il y ait trop d'émeutes tend en effet à annuler l'impact qui en est escompté sur les électeurs, parce que même la majorité hindoue souffre de l'anarchie qu'engendrent les violences et les couvre feu à répétition. Les milieux commerçants et industriels – des soutiens traditionnels du BJP – sont particulièrement vulnérables lorsque les émeutes sont intenses et prolongées. Or celles de 1992-1993 consécutives à la démolition de la Babri Masjid à Ayodhya le 6 décembre 1992 avaient dépassé tout ce que l'Inde avait connu depuis la Partition. Par la suite, le BJP fut aussi dissuadé de recourir à la stratégie de la violence du seul fait de son accession au pouvoir à New Delhi en 1998, car il était désormais comptable de l'ordre public et devait donner des gages de modération aux autres partis (en rien nationalistes hindous) de la coalition sur laquelle il avait dû s'appuyer pour former le gouvernement. Mais cette nouvelle règle de conduite fut contestée par de nombreux militants et cadres du parti à mesure que celui-ci était confronté à un véritable déclin politique. À partir de la fin des années 1990, le parti commença en effet à perdre les élections régionales les unes après les autres. Les plus radicaux proposèrent alors de revenir à une stratégie de mobilisation ethnoreligieuse dont le recours à la violence intercommunautaire était un élément clé.

Au Gujarat, les élections n'étaient prévues que pour 2003, mais le degré d'organisation des émeutiers prouve que le mouvement nationaliste hindou se préparait déjà à cette échéance de façon musclée. Rien de plus logique. D'une part, l'État était rompu à la pratique des émeutes préélectorales (entre 1987 et 1991, 40 % des 106 émeutes entre hindous et musulmans qui affectèrent le Gujarat eurent lieu à l'occasion d'élections)¹. D'autre part, le BJP enregistrait, comme ailleurs, des revers électoraux à répétition : en décembre 2000, le parti perdit deux villes (dont Ahmedabad) sur les six qu'il dominait jusque-là, lors des élections municipales et surtout il fut marginalisé dans pratiquement tous les comités de district (l'équivalent des conseils généraux français) dont les élus étaient renouvelés simultanément².

Modi a donc pu saisir l'occasion de Godhra pour déclencher des violences dont il pouvait espérer tirer parti lors d'élections anticipées. C'est pour provoquer de telles élections qu'il fit dissoudre l'assemblée

1. K. M. Chenoy *et al.*, *Gujarat Carnage 2002. A Report to the Nation*, avril 2002, p. 19.

2. Pour plus de détails, voir G. Shah, *Contestation and negotiations. Hindutva sentiments and temporal interests in Gujarat elections*, *Economic and Political Weekly*, 30 novembre 2002, p. 4838-4843.

du Gujarat le 19 juillet. Il démissionna dans le même temps de son poste de chef du gouvernement – tout en restant en fonction pour expédier les affaires courantes – et réclama aussitôt des élections anticipées. Cette démarche était choquante car les violences étaient loin d'avoir cessé partout. Plusieurs mois après le paroxysme de la fin février - début mars, les victimes d'escarmouches étaient encore nombreuses¹.

Dans ces conditions, la Commission électorale se montra très réservée quant à l'organisation d'un scrutin régional. Modi s'efforça alors de démontrer que le calme était revenu – ce qui l'amena à fermer précipitamment des camps de réfugiés. Il argua aussi qu'en vertu de l'article 174 de la Constitution, il ne devait pas s'écouler plus de six mois entre la dissolution de l'assemblée et la tenue d'élections. La Commission électorale objecta qu'en l'occurrence l'article 174 ne s'appliquait pas. Le BJP saisit alors la Cour suprême qui s'abstint de se prononcer et s'en remit aux décisions de la Commission électorale. Début novembre, de guerre lasse, cette dernière fixa les élections au 12 décembre 2002.

Aussitôt Modi reprit la campagne qu'il avait entamée au lendemain même des violences, dès le 8 septembre en prévision des élections. Son discours était pétri de références antimusulmanes. Il se laissa aller, par exemple, à présenter les musulmans comme des adeptes de la devise « *hum paanch, hamare pachchees* » (Nous sommes cinq – allusion à la polygamie des musulmans – nous aurons cinquante enfants – dénonciation ouverte du dynamisme démographique des musulmans qu'appréhendent nombre d'hindous).

Au-delà, la propagande de Modi faisait un véritable amalgame entre islam et terrorisme. Un des spots télévisés du BJP commençait par le bruit d'un train arrivant en gare, suivi de celui d'une émeute, de hurlements de femmes avant que les tintements d'une cloche de temple hindou ne soit couvert par le vacarme d'une arme automa-

1. Le 21 avril, la mort d'un policier à Ahmedabad donna lieu à des représailles – six musulmans tombèrent sous les balles d'hommes en uniforme. Le 20 juillet, le lendemain de la dissolution de l'assemblée, deux personnes furent tuées et quatorze autres blessées par des jets de pierres et des tirs de la police, à nouveau à Ahmedabad. Le 13 août, toujours à Ahmedabad, des affrontements sporadiques firent trois blessés. Le 17 septembre, de nouvelles violences éclatèrent à Borsad (une petite ville du district d'Anand) après qu'un motocycliste musulman ait malencontreusement heurté un jeune hindou. Les magasins appartenant à des musulmans furent incendiés en représailles. L'émeute fit un mort et treize blessés et il fallut soumettre la ville au couvre feu. Le 29 septembre, l'explosion d'une bombe artisanale fit un blessé à Godhra. Le 2 octobre, les fêtes organisées pour célébrer l'anniversaire de Gandhi (Gandhi Jayanti) furent l'occasion de violences à Bhavnagar (où la police dut ouvrir le feu pour disperser les assaillants), Vadodara et Piplod où les forces de l'ordre durent recourir à des bombes lacrymogènes. Le 6 octobre, la police dut encore intervenir, faisant deux blessés, après des échauffourées entre hindous et musulmans. Le 15 octobre, une bombe artisanale explosa dans un bus de Godhra faisant six blessés. Le lendemain une autre bombe fit deux blessés dans un bus de Lunawada (district de Panchmahals).

tique. Après quoi le visage rassurant de Modi apparaissait pour signifier aux électeurs que lui seul pouvait protéger le Gujarat de cette violence. Dans son Manifeste électoral, le BJP s'engageait à entraîner les jeunes Gujaratis à la lutte antiterroriste, en particulier ceux vivant à la frontière pakistanaise. Il promettait de mettre en place des milices d'auto défense dans les villages frontaliers où des militaires à la retraite seraient installés en grand nombre. Des permis de port d'arme spéciaux seraient délivrés à ces forces vives de la nation assiégée. Non seulement, pour Modi, « musulman » était synonyme de « terroriste », mais l'équation allait plus loin car il faisait aussi volontiers l'amalgame entre « musulman » et « pakistanais » : tout disciple de l'islam était, en puissance, le membre d'une cinquième colonne pakistanaise. D'où la place que Modi réserva à ses attaques contre Moucharraf dans sa campagne électorale¹. Parallèlement, il s'efforça de discréditer son principal adversaire, le Congrès, en l'accusant d'être « la mère du terrorisme ».

Le résultat valida sa tactique : 63 % des électeurs inscrits prirent la peine de voter – un taux supérieur à la moyenne nationale pour les élections régionales – et le BJP remporta une majorité sans précédent au Gujarat de 126 sièges (contre 117 en 1998) sur 182 avec près de 50 % des suffrages exprimés. Le Congrès, lui, ne remportait que 51 sièges (2 de moins qu'en 1998 malgré une légère progression en voix, 38 % contre 34 %). Ce raz de marée n'avait été possible qu'en raison des violences : le BJP a remporté *tous les sièges* de trois districts parmi les plus touchés par ces violences, Panchmahals, Dahod et Vadodara – et 42 des 50 sièges de la région où se situent ces trois districts, le Gujarat central. C'est ce qui lui a permis de transcender les clivages de castes pour attirer à lui la masse des hindous : un sondage sorti des urnes indiquait que le BJP avait reçu les suffrages des hautes castes à hauteur de 76 %, celui des Patels (la caste dominante) à hauteur de 82 %, et celui des basses castes (OBC) à hauteur de 54 à 61 % suivant les castes². Un autre sondage indiquait que 59 % des personnes interrogées ne souhaitaient pas avoir pour voisin quelqu'un d'une autre communauté³, signe que le divorce est profond et appelle d'autres explications que la simple action des hommes politiques.

1. Il déclara ainsi lors d'un meeting à Ahmedabad, le 1^{er} octobre – pour le « Anti-Terrorism Day » : « L'Inde continuera à le désigner du nom de Moucharraf le musulman [Mian Musharraff]. Si les pseudo-sécularistes n'aiment pas cela, ils peuvent aller lui lécher les bottes. Je le mets au défi d'envoyer de nouveaux terroristes au Gujarat. Cette fois nous sommes prêts. »

2. S. Kumar, Gujarat Assembly elections 2002 – Analysing the verdict, *Economic and Political Weekly*, 25 janvier 2003, p. 275.

3. *India Today*, 16 décembre 2002, p. 27.

LA COMMUNALISATION DE TOUTE UNE SOCIÉTÉ :
LE SYNDROME DU JIHAD
ET L'ESSOR DU MOUVEMENT NATIONALISTE HINDOU

L'ampleur et l'intensité des violences du Gujarat ne s'expliquent pas simplement par la stratégie du BJP. La démarche instrumentaliste de ce dernier n'a pu être à ce point efficace qu'en raison de la réceptivité de la société gujaratie à l'idéologie nationaliste hindoue dans le contexte de l'après 11 septembre.

La nouvelle idéologie dominante : Hindutva contre Jihad

En août 2002, une enquête d'opinion réalisée auprès de 17 776 citoyens indiens répartis dans 98 circonscriptions parlementaires indiquait que pour une majorité relative – mais presque absolue – des personnes interrogées, les émeutes du Gujarat étaient dues, non pas au gouvernement de l'État ou à des nationalistes hindous ou encore – le plus plausible – à des fauteurs de troubles locaux, mais à des « fondamentalistes musulmans » *et* aux agresseurs musulmans de Godhra (respectivement 29 et 20 % des réponses)¹. D'ailleurs, les sondés donnaient pour nombre d'entre eux un satisfecit à Modi qui se révélait être le deuxième chef de gouvernement d'un État fédéré le plus populaire avec 45 % d'opinions favorables (contre 22 % six mois plus tôt dans un sondage comparable)².

L'idée selon laquelle les hindous étaient en situation de légitime défense et que le coupable était l'islamisme s'explique par le contexte de l'après 11 septembre et la propagande nationaliste hindoue à laquelle les attentats de New York et de Washington ont donné prise. À ces attentats, il faut ici ajouter ceux qui ont directement atteint l'Inde, au Cachemire bien sûr, mais aussi à New Delhi. Le 13 décembre 2001, un commando-suicide s'était en effet introduit dans l'Assemblée du peuple (Lok Sabha – la chambre basse du Parlement), faisant 15 morts.

Ces attaques réactivèrent sous une forme exacerbée la défiance à l'égard des musulmans, dont les hindous ont déjà fait preuve à intervalles réguliers dans l'histoire du XX^e siècle, une crise de confiance

1. *India Today*, 26 août 2002, p. 33.

2. *Ibid.*, p. 42.

liée à un fort sentiment de vulnérabilité : dans les années 1920, le mouvement du Califat avait donné lieu à une grande manifestation de panislamisme de la part des musulmans indiens et à de nombreuses émeutes intercommunautaires, ce qui, côté hindou, avait suscité la formation du RSS, un mouvement aux allures de milices d'auto-défense ; dans les années 1980, le prosélytisme d'un islam qui apparaissait sous un jour plus fondamentaliste depuis la révolution iranienne, avait alimenté une contre-mobilisation nationaliste hindoue – dont l'affaire d'Ayodhya était devenue le point de focalisation – et de nombreuses émeutes ; au début du XXI^e siècle, les attentats de 2001 ont réactivé de la même façon un véritable complexe d'infériorité majoritaire de la part de certains hindous du Gujarat. Un tract distribué pendant les émeutes s'ouvrait sur cette phrase emblématique : « Aujourd'hui, la communauté minoritaire essaie d'écraser la communauté majoritaire. »¹ Un autre, du Bajrang Dal (la branche paramilitaire de la VHP), commence de la même façon : « Cinquante ans après l'indépendance, les hindous sont des citoyens de seconde zone dans leur propre pays, les conversions religieuses [à l'islam et au christianisme] et les attentats font le siège de l'Inde [Hindustan]. » Et ce sentiment d'insécurité est justifié peu après lorsqu'un responsable est enfin désigné : « Le Jihad se déchaîne pour établir un État islamique dans l'Hindustan. »²

Un tract distribué à Ahmedabad par la VHP développe ce point en détail :

« L'Amérique a trouvé que Laden à lui seul était plus qu'elle ne pouvait en supporter, tandis que nous avons des milliers de Laden dans nos rues et nos ruelles [...] et 200 000 oulémas qui empoisonnent 100 000 madrassas et mosquées jour et nuit avec des activités terroristes. Des organisations comme SIMI [un syndical étudiant musulman], Lashkar-e-Toiba [un mouvement islamiste paramilitaire surtout actif au Cachemire] et l'ISI [les renseignements militaires pakistanais], mènent avec l'aide du Pakistan des activités terroristes. Ils entraînent des centaines de milliers de terroristes dans des milliers d'institutions. Ils ont formé une armée de jeunes musulmans célibataires et sans emploi en leur versant des salaires très élevés.

« Les musulmans de ce pays [l'Inde], à la fois traîtres et terroristes, reçoivent des armes de plus de cinquante nations musulmanes pour mener leur guerre religieuse. On leur fournit des AK-56 et des AK-47, des armes automatiques, de l'artillerie légère, des lance-roquettes et plusieurs kilos de RDX [un explosif fréquemment utilisé dans les attentats en Inde] [...]. Le jour où le Pakistan attaquera l'Inde, les musulmans vivant ici entreront en insurrection. »

1. Cité dans *Communalism Combat*, *op. cit.*, p. 136. Toutes les citations sont traduites par l'auteur (N.d.l.r.).

2. *Ibid.*

D'où la formule lapidaire du leader de la VHP, Pravin Togadia : « Ce qui se passe au Gujarat ce ne sont pas des émeutes communautaires, mais la réponse du peuple au Jihad islamique. »¹

La consigne par laquelle se terminait un des tracts du Bajrang Dal, « Répliquer dans la même langue que celle du Jihad », témoigne de la persistance d'un schéma très ancien chez les nationalistes hindous. Ils cherchent toujours à imiter l'agresseur pour mieux lui résister et remédier à leur fameux (et paradoxal) complexe d'infériorité majoritaire². Longtemps cette stratégie de stigmatisation et d'imitation d'un Autre perçu comme une menace, a alimenté un nationalisme ethnique qui n'excluait pas la cohabitation des communautés : les musulmans étaient requis de prêter allégeance à la culture majoritaire hindoue, voire de s'y assimiler dans la sphère publique, mais en privé, ils pouvaient continuer de pratiquer leur religion. Or une nouvelle étape a été franchie en 2002, car désormais, le discours nationaliste hindou prône ouvertement l'élimination des musulmans.

Vers la purification ethnique : sadisme et sauvagerie

Au-delà de l'étendue géographique et sociale des violences de 2002 au Gujarat, celles-ci frappent par leur intensité. Les innombrables témoignages recueillis par les commissions d'enquête spontanées – du fait d'ONG –, ou de caractère plus officiel, concordent tous : jamais des violences entre hindous et musulmans n'avaient donné lieu à une telle montée aux extrêmes. On pourrait s'en tenir là et laisser sur ces scènes insoutenables un voile pudique, mais il faut *dire* cette violence au lieu de la fuir. Passer sous silence le récit des survivants reviendrait à ignorer ce qui fut parfois leur dernière volonté : témoigner de l'indicible. De quoi s'agit-il ? De familles entières que l'on a électrocutées dans leurs maisons, inondées au préalable par les assassins. D'enfants auxquels on a fait boire du kérosène avant de jeter une allumette dans leur bouche. De femmes enceintes que l'on a éviscérées pour exhiber le fœtus. De femmes encore, que l'on a violées en groupe avant de les mutiler et de les brûler vives sous les yeux de leurs enfants. Nul n'était à l'abri. Pas même l'ancien député d'Ahmedabad, Ahsan Jafri, un musulman du parti du Congrès. Replié dans sa maison, il a appelé la police à l'aide à maintes

1. *Asian Age* (Édition de Delhi), 2 avril 2002.

2. Je me permets de renvoyer le lecteur intéressé par ce point à mon livre, *The Hindu Nationalist Movement*, New York, Columbia University Press, 1996.

reprises alors que la foule des assiégeants n'en finissait pas de grossir. Traîné hors de chez lui, livré à la vindicte populaire, il fut recouvert de paraffine et brûlé vif, tout comme son beau-frère, la femme de celui-ci et leurs deux fils.

Jamais des violences intercommunautaires n'avaient été à ce point l'occasion de sévices sexuels sur les femmes. Chez les hindous, cela renvoie à une obsession ancienne : les musulmans leur sont toujours apparus plus virils, en partie du fait de leur régime alimentaire (carné) et de leurs pratiques sacrificielles (à savoir la mise à mort d'animaux). Les femmes hindoues elles-mêmes tendent à voir les musulmans comme des menaces. Pour Nonica Datta, « L'imaginaire de suspicion qui présente le Musulman comme un agresseur et un prédateur sexuel continue de hanter l'esprit des nationalistes hindous »¹, y compris celui des femmes sympathisantes de cette idéologie. La banalisation du viol collectif lors des violences du Gujarat traduit certainement une volonté d'égaliser et même de surpasser les musulmans dans l'acte sexuel. Mais il y a là bien davantage. D'abord le désir de déshonorer et de saccager toute une communauté en violant, mais aussi en torturant ses femmes par les organes sexuels et aussi, bien sûr, l'effort pour détruire leur capacité génitrice² – une démarche qui rejoint la logique du nettoyage ethnique.

Un des tracts qui circulaient pendant les émeutes est des plus édifiants à cet égard³ :

« Les gens de Baroda et d'Ahmedabad sont enragés
Narendra Modi tu as baisé les mères des miyas [terme péjoratif désignant les musulmans]

Le volcan qui couvait depuis des années est entré en irruption
Il a brûlé le cul des miyas et les a forcés à danser nus

Nous avons libéré le pénis qui, jusqu'à présent était entravé
Sans leur mettre d'huile de ricin dans le cul nous les avons fait crier

Ceux qui en appellent à la guerre sainte et à la violence sont tous des enculés
Nous avons ouvert le vagin étroit des "bibis" [terme désignant ici les femmes musulmanes]

1. N. Datta, On the anti-muslim ethos of hindu women in Gujarat, *Muslim India*, n° 237, septembre 2002, p. 408.

2. T. Sarkar, Semiotics of terror. Muslim-children and women in Hindu Rashtra, *Economic and Political Weekly*, 13 juillet 2002, p. 2872-2876.

3. Cité dans *Communalism Combat*, op. cit., p. 137.

Maintenant même les tribus ont pris conscience de ce qu'était l'hindouisme

Ils ont planté leurs flèches dans le cul des mollahs

Réveillez-vous, hindous ! Il y a encore des miyas vivant autour de vous
Prenez exemple sur le village de Panwad [un village du district de Panchmahals qui fut le théâtre d'émeutes] où leur mère s'est fait baiser

Elle s'est fait baiser debout alors qu'elle ne cessait de hurler
Elle a joui du pénis non circoncis

Avec un gouvernement hindou, les hindous ont le pouvoir d'anéantir les miyas

Bottez-leur le cul et virez-les non seulement de nos villages et de nos villes, mais du pays entier. »

Les violences du Gujarat ont marqué le premier exemple de purification ethnique visant les musulmans depuis la Partition de 1947 : le but n'était pas seulement ici de piller et de détruire des biens privés – même si cela a aussi eu lieu – mais bel et bien de massacrer et de chasser les intrus. Dans le district de Sabarkantha, les hindous d'un chef-lieu de canton, Khetbrahma, après avoir vidé la ville de ses habitants musulmans, inscrivirent sur un panneau à l'entrée de la localité : « Interdit au musulman »¹. Il s'agissait bien d'éliminer toute trace de présence musulmane. Un tract distribué au Gujarat pendant les émeutes reflète cette volonté sans détour :

« Nous ne voulons pas laisser un seul musulman vivant au Gujarat. [...] Éliminez les musulmans de l'Inde [Bharat] [...] Lorsqu'ils régnaient en maître, les rois musulmans forçaient leurs frères hindous à se convertir et commettaient les pires atrocités à leur égard. Et il en sera ainsi tant que les musulmans ne seront pas exterminés [...]. Il est temps que les hindous des villages fassent cause commune avec les hindous des villes et parachèvent l'œuvre d'anéantissement des musulmans. »²

Ce désir de faire disparaître toute trace d'islam est d'ailleurs la raison pour laquelle, au-delà des personnes physiques, les mosquées étaient les cibles privilégiées et systématiques des assaillants. Le bilan des violences qu'a présenté le gouvernement du Gujarat, bien que minoré, fournit ici quelques indications précieuses : entre le 27 février et le 1^{er} avril, le nombre des victimes musulmanes était officiellement de 536 (dont 67 abattus par la police) et celui des hindous de 95

1. K. Balagopal, Reflections on « Gujarat Pradesh » of « Hindu Rashtra », *Economic and Political Weekly*, 1^{er} juin 2002, p. 2119.

2. Cité dans *Communalism Combat*, op. cit., p. 135.

(dont 73 tués par la police) ; le nombre des blessés musulmans était de 1 143 et celui des blessés hindous de 529. (Ces chiffres sont bien inférieurs à ceux publiés par *Muslim India*, pour qui le nombre total de tués au Gujarat était de 1 071 et celui des blessés de 1 973¹.) En fait le nombre total des victimes excède très certainement les 2 000 morts. Quant aux lieux de culte, ils ont fait l'objet d'attaques au moins aussi répétées que celles visant les magasins musulmans, signe que les cibles symboliques étaient aussi de la plus grande importance. En tout, 527 mosquées, madrasas, cimetières ou autres *dargahs* ont été endommagés ou détruits². La plupart des lieux de culte démolis furent « remplacés » par une statue d'Hanuman (le chef des armées du dieu Ram dans l'épopée du Ramayana) et un drapeau safran.

La sauvagerie, voire le sadisme des assaillants et le fait qu'ils s'en soient pris aux symboles de l'islam que sont notamment les mosquées nous obligent à considérer d'autres grilles de lecture que la seule approche instrumentaliste : les auteurs de ces violences ne cherchaient pas seulement à polariser la société selon une ligne de clivage communautaire à des fins électorales ; ils mettaient en œuvre les préceptes d'une idéologie fondamentalement xénophobe. Et l'ampleur des crimes commis témoigne de la réceptivité de la société à ces préceptes. Celle-ci est aussi attestée, d'ailleurs, par l'extraordinaire passivité de l'ensemble des acteurs de la scène publique – à l'exception de quelques ONG et d'organes de presse. Le débat organisé sur le sujet à la Lok Sabha a, par exemple, manifesté la banalisation de la violence antimusulmane et l'accoutumance de la classe politique à cette réalité – voire son approbation. Même des alliés du BJP qui faisaient profession de sécularisme et comptaient des musulmans parmi leurs soutiens électoraux (comme le Telugu Desam Party) protestèrent pour la forme. C'est aussi pour cette raison que l'on peut souscrire à l'idée d'Ashis Nandy selon laquelle « les émeutes du Gujarat marquent le début d'une phase nouvelle de la politique indienne »³. Ce tournant annonce d'abord la mort d'une culture politique hier encore portée à la tolérance et se traduit par la diffusion, sur une très grande échelle, d'une idéologie xénophobe, antimusulmane pour l'essentiel. Les violences du Gujarat reflètent en effet la propagation d'une haine de l'Autre qui n'avait jamais encore atteint une telle intensité, et ce jusque dans les milieux tribaux.

1. *Muslim India*, n° 235, juillet 2002, p. 305.

2. *Ibid.*, p. 305.

3. A. Nandy, *Obituary of a Culture*, <http://www.india-seminar.com/2002/513>.

L'hindouisation militante des aborigènes

Les émeutes ne se sont pas propagées dans les zones tribales en raison de la seule instrumentalisation des *adivasis* par des militants nationalistes hindous venus de la ville et à même d'exploiter l'appât du gain de populations à la fois paupérisées et jalouses de la richesse des marchands musulmans. Cette analyse – dont je me suis fait l'écho plus haut – néglige l'appropriation de l'émeute par les *adivasis*. Si, pour commencer, les violences sont venues de l'extérieur, exportées en quelque sorte par des militants de la ville, les *adivasis* les ont comme internalisées. Ce processus fut particulièrement visible dans le premier village aborigène du Gujarat à être touché, Tejgadh, dans le district de Panchmahals ; là encore, les premiers magasins furent brûlés par des personnes venues de l'extérieur, mais « une fois la première attaque terminée, d'autres villageois s'y sont mis eux-mêmes, sans qu'il ait été besoin de les pousser à l'action, et le pillage a continué », écrit Ganesh Devy, l'auteur d'une enquête menée sur place¹. Pour Devy, à partir de ce moment-là, il devint clair que l'émeute « ne faisait pas partie d'une violence planifiée ». Son rythme changea pour devenir nonchalant (*leisurely*) : un ou deux magasins brûlaient chaque jour. Douze jours après le début des violences, une maison brûla, puis le lendemain encore une autre et le surlendemain une troisième... : « C'était le signe d'un sang-froid au ralenti. Ce caractère ritualisé montrait bien qu'ici la thématique communaliste passait au second plan pour laisser place aux normes de la culture tribale. » Ce processus d'indigénisation se manifesta plus nettement encore à Panwad, un village situé à 30 km de Tejgadh où environ 200 *adivasis* participèrent aux violences, armés de leurs arcs et carquois de cérémonie.

Si Devy est convaincant lorsqu'il relativise le poids des mécanismes d'instrumentalisation pure et simple des *adivasis*, son accent sur l'influence de la culture tribale perceptible lors des violences est problématique. Les signes extérieurs de l'identité tribale, comme ces arcs et ces flèches, ne suffisent pas à faire des violences l'expression d'une culture. En fait, l'implication de leur propre chef des *adivasis* dans les émeutes reflète une hindouisation militante sous l'effet de l'action des activistes du RSS, de la VHP, du BJP et surtout du Vanavasi Seva Sangh (Association pour le service des Vanavasis).

Cette organisation est l'une des branches régionales du Vanavasi Kalyan Ashram dont la création remonte à 1952. Cet « ashram » pour

1. G. Devy, Tribal voice and violence, *Seminar*, <http://www.india-seminar.Com/2002/513>.

l'amélioration de la condition de « ceux de la forêt (*vana*) » traduit, à travers son nom, à la fois la vision que les nationalistes hindous ont des aborigènes et la stratégie qu'ils développent à leur endroit. Les nationalistes hindous désignent les aborigènes comme « ceux de la forêt » (*vanavasis*) plutôt que comme « ceux qui étaient là avant » (*adivasis*) – la formule consacrée en Inde –, tout simplement parce qu'« avant », à l'origine du peuple de l'Inde, il ne peut y avoir, selon eux, que des Hindous. Mais les *vanavasis* n'en constituent pas moins un groupe-cible car les nationalistes hindous sont toujours soucieux de grossir leurs rangs face à leurs véritables ennemis, les musulmans et les chrétiens.

Ils ont d'abord cherché à dresser les aborigènes contre les chrétiens parce que ceux-ci avaient commencé à évangéliser ces peuplades animistes dès le XIX^e siècle. Le rythme des conversions des aborigènes au christianisme fut d'emblée particulièrement élevé dans la ceinture tribale du Chhattisgarh où le RSS lança le Vanavasi Kalyan Ashram en 1952. Fidèle à sa stratégie d'imitation de l'Autre d'où vient la menace, il reproduisit la démarche des missionnaires chrétiens : comme ceux-ci devaient leur popularité à leur travail social, dont les formes les plus répandues étaient les écoles gratuites ou l'accès aux soins à travers l'ouverture de dispensaires, le VKA adopta la même technique en s'efforçant d'inculquer l'idéologie nationaliste hindoue dans les écoles qu'il ouvrit au Chhattisgarh puis ailleurs. L'organisation établit en effet des branches dans presque tous les États de l'Inde au fil du temps, un développement consacré par le changement de son nom en *Bharatiya Vanavasi Kalyan Ashram* en 1977.

Au Gujarat ce mouvement fut connu sous le nom de Vanavasi Seva Sangh (l'Association du service des *Vanavasis*), une appellation qui traduisait bien sa vocation première : le travail social. Là comme ailleurs, le VSS s'employa donc à attirer les aborigènes en reproduisant la stratégie de bienfaisance des missionnaires tout en stigmatisant les chrétiens. La forme la plus banale de cette hindouisation passait par la distribution gratuite de statuettes du dieu Ganesh – le fils de Shiva, reconnaissable à sa tête d'éléphant – auquel les aborigènes étaient invités à rendre un culte. Une autre stratégie, plus conflictuelle, consistait à construire des temps dédiés à Hanuman.

Au total, Devy lui-même est obligé de constater que « la VSS et le BJP ont obtenu un certain succès dans leur effort pour faire adopter aux tribus leur agenda politique de la haine... ». De fait, la culture tribale a changé sous l'effet de la propagande nationaliste hindoue. D. Gupta souligne d'ailleurs que les tribus de Bhils les plus perméables aux idées nationalistes hindoues sont désignés – non sans dérision –

d'un nom nouveau par les autres tribus : les « *Ramayana Bhils* », du nom de la grande épopée de la littérature classique hindoue qu'est le *Ramayana*. Les violences ont renforcé cette tendance car les musulmans – auprès desquels bien des aborigènes sollicitaient jusqu'à présent un crédit – se méfient d'eux et surtout « les adivasis ont compris ce qu'une émeute pouvait leur apporter : un butin, des biens dérobés lors des pillages, et l'illusion du pouvoir »¹. Lancy Lobo conclut que « leur attachement émotionnel à l'Hindutva a augmenté, qu'on le veuille ou non et l'identité adivasi en a pris un coup »². De fait, plus d'un tiers des aborigènes du Gujarat ont voté pour le BJP en 2002, d'après l'enquête d'opinion du CSDS³.

LA SPIRALE DE LA VIOLENCE ET L'EXCEPTION GUJARATIE

Les violences du Gujarat ont placé les musulmans de cet État dans une situation intolérable. Aucune émeute depuis 1947 n'avait encore égalé ce pogrome, tant par le nombre des victimes que par la sauvagerie des violences ; aucun gouvernement n'avait à ce point pris parti pour les assaillants – au point de devenir l'agresseur lui-même ; aucune administration, de la bureaucratie à la police, ne s'était montrée aussi ouvertement complice des agresseurs. Hormis les ONG, vers qui les musulmans peuvent-ils se tourner ? Les médias ? La presse de langue anglaise – qu'elle soit nationale ou régionale – leur a manifesté son soutien et a dénoncé les exactions – mais la presse gujaratie n'a eu de cesse de mettre de l'huile sur le feu. C'est ainsi que le quotidien *Sandesh* publia le 1^{er} mars une enquête montée de toutes pièces selon laquelle, à Godhra, deux femmes hindoues voyageant dans le Sabarmati Express du 27 février avaient été agressées par des musulmans, violées et mutilées avant d'être assassinées⁴. L'histoire se révéla sans fondement.

Seuls et traumatisés, les musulmans se regroupent dans les ghettos en forme de camps retranchés et continuent d'être harcelés par la police. Venue à Ahmedabad depuis Delhi, comme tant d'autres militants des droits de l'homme et des minorités, Nivedita Menon relatait

1. Lancy Lobo, Adivasis, Hindutva and Post-Godhra Riots in Gujarat, *Economic and Political Weekly*, 30 novembre 2002, p. 4848.

2. *Ibid.*

3. S. Kumar, *op. cit.*, p. 275.

4. K. M. Chenoy *et al.*, *Gujarat Carnage 2002*, *op. cit.*, p. 5.

qu'en juin 2002, « chaque jour la police effectu[ait] une descente dans le ghetto musulman de Juhapura, pour interpell[er] des “suspects”. Les habitants leur résist[ai]ent, la police tir[ait] et les journaux publi[ai]ent en une les photos de “foules de musulmans marchant sur le poste de police de Juhapura”. La photo montr[ait] en fait un groupe qui manifest[ait] de manière pacifique »¹. Et Menon d'ajouter : « Chaque Hindou sait très bien que ce qui a été fait est au-delà de ce qu'un être humain peut endurer. Ils ont vu le néant – n'y aura-t-il pas un moment où le néant ripostera ? »²

Une première expression de ce « *Muslim backlash* » s'est manifestée en septembre 2002. Le 23, l'explosion d'une bombe artisanale dissimulée dans un bus à Ahmedabad fit cinq blessés. Mais l'opération la plus spectaculaire eut lieu le lendemain, le 24 septembre, à Gandhinagar, lorsque deux hommes armés pénétrèrent dans le temple hindou d'Akshardham, un immense complexe pouvant accueillir jusqu'à 5 000 dévots. Ils tirèrent sur tout ce qui bougeait avec leurs AK-56, tuant 28 personnes. Barricadés dans le temple, ils ne furent délogés que le lendemain matin, après l'assaut d'un commando des National Security Guards. Les notes retrouvées dans les poches des deux hommes se contentaient d'énoncer : « Nous ne trouverons la paix que lorsque nous aurons vengé les crimes commis contre les nôtres. »

Cette action est révélatrice du risque d'escalade auquel l'Inde est aujourd'hui confrontée : si les musulmans continuent de subir des exactions comme celles auxquelles les violences du Gujarat ont donné lieu en 2002, ils pourraient bien recourir de façon croissante à cette arme du faible contre le fort qu'est le terrorisme – naturellement avec le soutien de groupes islamistes, y compris ceux dont les bases se trouvent au Pakistan.

On peut certes relativiser ces craintes en objectant que le Gujarat est une exception. Cet État est en effet devenu dans les années 1990 le bastion des nationalistes hindous. Étant au pouvoir, le parti a pu soumettre l'administration à ses quatre volontés aux dépens de l'État de droit. Les officiers de police de confession musulmane ont ainsi été systématiquement écartés des fonctions exécutives. Sur les 65 « IPS Officers » (les officiers de police appartenant à l'Indian Police Service) en exercice dans l'État, seul un d'entre eux occupait encore de telles fonctions en qualité de Deputy Superintendent of Police. Tous les autres ont été transférés à la surveillance des chemins de fer, à l'organisation de cycles de formation continue en informatique, etc.³.

1. N. Menon, « Surviving Gujarat », communication personnelle.

2. *Ibid.*

3. *Communalism Combat*, n° 77-78, *op. cit.*, p. 119.

Parallèlement, un nombre considérable de militants et de sympathisants du mouvement nationaliste hindou a été recruté dans cette forme de police municipale que sont les Home Guards du Gujarat : 12 000 de ses membres en viendraient et la direction de toutes les branches de district serait entre les mains de cadres de la VHP ou du Bajrang Dal.

Au-delà de la police, l'appareil d'État a été infiltré par les nationalistes hindous et soumis à l'influence du BJP. Cela explique que les émeutiers aient disposé, au moment des violences, de documents qui ne pouvaient provenir que de l'administration de l'État. C'est ainsi qu'ils ont pu identifier – et brûler – un magasin d'Ahmedabad dont le nom n'avait rien de musulman mais dont le capital était détenu par un musulman à hauteur de 10 %, ainsi qu'une fabrique dont le patron hindou venait de décrocher un marché au Moyen-Orient. Les assaillants n'avaient été en mesure d'identifier ces cibles qu'au moyen de documents fournis par l'administration.

Si des violences comme celles du Gujarat ne sont pas susceptibles de se reproduire ailleurs en Inde sur la même échelle, elles donnent à voir ce qui pourrait advenir dans d'autres zones de force du BJP. Les violences dont nous venons de reconstituer l'anatomie s'articulent autour de quelques éléments faciles à isoler. Ces violences répondent moins à une logique culturelle ou économique qu'à des motivations politiques. L'instrumentalisation du conflit entre hindous et musulmans par le BJP (et ses alliés), au Gujarat, a été poussée plus loin qu'ailleurs du fait de l'implication de l'appareil d'État dirigé par Modi et de l'insistance de ce dernier à organiser des élections au plus vite – une stratégie d'ailleurs couronnée de succès. Mais cette démarche a été rendue possible par l'exacerbation d'un sentiment antimusulman au sein de la majorité hindoue, qui tend à se sentir menacée par un islam qu'elle assimile au Jihad. Ce climat psychologique explique la réceptivité des gujaratis à l'idéologie nationaliste hindoue et à sa composante majeure, la xénophobie antimusulmane¹. Ce faisceau de facteurs aide à rendre compte de la sauvagerie des violences qui s'inscrivent dans la logique de la purification ethnique. Le poids de l'endoctrinement ressort aussi de la participation sans précédent des tribus aborigènes aux émeutes.

1. Certains objecteront que l'amalgame entre islam et jihad est d'abord le produit de la propagande nationaliste hindoue et que c'est à elle que l'on doit le climat psychologique que j'évoque ici. Il me semble toutefois qu'une campagne anti-musulmane n'aurait jamais pu obtenir de résultats significatifs si le contexte ne s'y était pas prêté et en particulier si les attentats des islamistes n'y avaient pas donné prise.

Étude *internationales*

NUMÉRO SPÉCIAL

LES DÉTROITS MARITIMES DES ENJEUX STRATÉGIQUES MAJEURS

SOUS LA DIRECTION DE FRÉDÉRIC LASSERRE ET CLAUDE COMTOIS

Avant-propos

Jean-Claude LASSERRE

Le Pas-de-Calais et le détroit de Gibraltar. Quels enjeux géopolitiques?

Claude COMTOIS et James WANG

Géopolitique et transport : nouvelles perspectives stratégiques dans le détroit de Taiwan

Peter J. RIMMER

Les détroits de Malacca et de Singapour : États côtiers et États utilisateurs

Brian SLACK et Robert MCCALLA

Le canal de Panama à un carrefour : géopolitique, réalités commerciales et environnement. (Note)

ESSAI

Philippe LE PRESTRE

Le Sommet de Johannesburg. Quel avenir pour l'écopolitique internationale?

ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Houchang HASSAN-YARI

Une relecture des relations internationales de post-guerre froide

DIRECTION ET RÉDACTION : Institut québécois des hautes études internationales, Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval, Québec QC, Canada, G1K 7P4. Tél. : (418) 656-2462, téléc. : (418) 656-3634, courriel : rei@hei.ulaval.ca

ABONNEMENTS : Les demandes d'abonnement, le paiement et toute correspondance relative à ce service doivent être adressés au Service des abonnements, Institut québécois des hautes études internationales, Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval, Québec QC, Canada, G1K 7P4. Tél. : (418) 656-3813, téléc. : (418) 656-3634. Les cartes Visa et Mastercard sont acceptées.

ABONNEMENT ANNUEL : Quatre numéros par an (Le numéro : 20 \$)

	Canada	États-Unis	Autres pays
Régulier	45 \$ CAN	50 \$ CAN	70 \$ CAN
Étudiant	30 \$	35 \$	50 \$
Institution	60 \$	70 \$	90 \$